

Le maire défend « l'honneur bafoué » des agents municipaux

Gérard Guille (LR) a soutenu en conseil municipal ses employés suspectés de trafic de métaux.

VILLECRESNES

PAR DENIS COURTINE
ET CLAUDIA PROLONGEAU

LE MAIRE de Villecresnes fait bloc derrière ses employés des services techniques soupçonnés de trafic de métaux. Malgré les preuves que sa première adjointe lui avait apportées en avril, l'enquête de police menée par le commissariat de Boissy-Saint-Léger et les questions de ses opposants politiques, Gérard Guille (LR) a tenu à rétablir « l'honneur bafoué » de ses salariés lors d'un conseil municipal tenu, hier soir.

Alors que son ancienne adjointe, aujourd'hui écartée de la majorité, Marie-Renée Arousseau lui reprochait la création de deux postes visant à promouvoir deux de ses employés soupçonnés de faire partie de ce trafic, le maire a tempêté. « Vous n'avez pas à vous ériger en procureur ! » a-t-il lancé. Il a alors lu un texte qu'il avait préparé sur le sujet.

Rappelant que « leur culpabilité n'est pas prouvée », il a toutefois prévenu que « s'il s'avérait que ces personnes ou d'autres ont failli », il les « sanctionnerait » en prenant « toute mesure de rétorsion ». « Pour le moment, elles sont considérées comme innocentes », a-t-il ajouté. Un autre conseiller d'opposition, Jean-René Cullier de Labadie, comme ce-

la avait déjà été le cas lors d'un autre conseil, lui a redemandé s'il avait porté plainte pour ce trafic de métaux.

UN POSTE D'INGÉNIEUR CRÉÉ AUX SERVICES TECHNIQUES

Le maire, qui a toujours refusé de présenter le récépissé de cette démarche, trouvant la demande « offensante », a affirmé qu'il avait « porté plainte contre X au parquet de Créteil avec recommandé et accusé de réception ». Ses services auraient même « relancé » le parquet. Sans toutefois préciser la qualification de la réclamation et surtout pourquoi il avait mis deux mois pour avertir la justice. Alors que sa première adjointe s'était rendue dans l'entreprise de gestion de déchets,

où un responsable lui avait fourni les noms des employés soupçonnés de revendre la ferraille des anciennes friches de la poste à Villecresnes.

Justement, ces 12 ha sur lesquels se trouve en partie le vaste chantier du Bois d'Auteuil ont servi d'argument à Gérard Guille pour justifier la création d'un poste d'ingénieur à la tête des services techniques. Un poste aujourd'hui occupé, sans en avoir le titre, par le chef du service en question, soupçonné de faire partie du trafic de métaux. « Pourtant en février 2015 vous aviez dégradé l'ancien chef des services techniques », a fait mine de s'étonner le conseiller d'opposition Jean-René Cullier de Labadie. « Les choses changent au cours du temps », s'est justifié le maire, évoquant les « nouvelles compétences du territoire ».

La ville répond aux habitants sur la sécurité

UN CALENDRIER qui tombe bien mal. La municipalité a prévu de rencontrer ce soir les habitants pour parler « vie de quartier » et sécurité. Tous les soirs jusqu'à lundi prochain à partir de 20 heures, les présidents de quartiers accueillent les Villecresnois accompagnés des référents du dispositif « Voisins

vigilants », des élus et du maire. Ce soir à 20 heures, salle du conseil. La réunion de ce soir concerne le quartier Grosbois, les autres suivront demain pour le quartier Gare Réveillon, jeudi pour celui du Centre, vendredi pour le quartier Justice et lundi pour le quartier Cerçay.